

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 5 DÉCEMBRE 2022**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
<b>OBJET DE LA DECISION</b>  <b>N° 22/650</b>  <b>CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE ET LE SERVICE PENITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION DU VAR (SPIP) PORTANT SUR LES MODALITES DE REALISATION D'UN TRAVAIL D'INTERET GENERAL (TIG) OU D'UN TRAVAIL NON REMUNERE (TNR) AU SEIN DE LA METROPOLE TPM (ANTENNE TOULON-LE REVEST)</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

**PRESENTS :**

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY.

**ABSENTS :**

M. Arnaud LATIL, M. Jean-Pierre COLIN, M. Christian SIMON.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 22/650**

**BUREAU DU 5 DÉCEMBRE 2022**

**O B J E T : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA  
METROPOLE ET LE SERVICE PENITENTIAIRE  
D'INSERTION ET DE PROBATION DU VAR (SPIP)  
PORTANT SUR LES MODALITES DE REALISATION  
D'UN TRAVAIL D'INTERET GENERAL (TIG) OU D'UN  
TRAVAIL NON REMUNERE (TNR) AU SEIN DE LA  
METROPOLE TPM (ANTENNE TOULON-LE REVEST)**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la  
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** le décret n°2021-1743 du 22 décembre 2021 relatif aux procédures d'habilitation  
des structures d'accueil, d'inscription et d'affectation sur les postes de travail d'intérêt  
général et d'exécution des mesures de travail non rémunéré,

**VU** la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au  
Président et au Bureau

**VU** la circulaire du 19 mai 2011 relative au travail d'intérêt général,

**VU** la circulaire du 24 janvier 2022 relative à la mise en œuvre des dispositions sur le travail d'intérêt général,

**VU** le projet de convention, ci-annexé,

**CONSIDÉRANT** que la Loi du 10 Juin 1983 en instaurant le Travail d'Intérêt Général (TIG), s'inscrit dans le cadre d'une politique pénale fondée sur la réparation et la prévention de la récidive,

**CONSIDÉRANT** que cette activité, non rémunérée, est exécutée par une personne condamnée au profit d'une collectivité publique ou d'une association habilitée et qu'à cette fin, elle est une alternative à l'incarcération,

**CONSIDÉRANT** que la Métropole anime et pilote le Contrat de ville métropolitain, qu'elle intervient en matière de cohésion sociale/solidarité et qu'elle participe par des financements à la prévention de la délinquance,

**CONSIDÉRANT** que le champ d'actions permettant d'accueillir des personnes condamnées dans le cadre de « Travaux d'Intérêt Général » (TIG), relève désormais de compétences métropolitaines telles que la gestion et l'entretien de voiries, d'espaces verts, d'espaces publics,

**CONSIDÉRANT** que la Métropole, accueillant des personnes condamnées à des mesures de Travaux d'Intérêt Général, puisse mettre en œuvre le partenariat avec le Ministère de la Justice et plus précisément le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP),

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'AUTORISER** la Métropole Toulon Provence Méditerranée à accueillir des personnes sous mesures TIG, au sein de l'antenne métropolitaine de Toulon / Le Revest-les-Eaux sur des supports qui relèvent désormais de ses compétences.

## **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention annexée.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 5 décembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0



## **CONVENTION DE PARTENARIAT**

**Portant sur les modalités de réalisation d'un Travail d'Intérêt Général (TIG) ou d'un Travail Non Rémunéré (TNR) au sein de la Métropole TPM**

### **ENTRE**

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée,**  
Représentée par Monsieur Hubert FALCO, Président, dument habilité par  
délibération du bureau métropolitain .....,

Ci-après désigné « **l'organisme d'accueil** »  
D'une part ;

### **ET**

D'autre part ;

**Le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation du Var**  
770, Avenue de l'Université – 83 160 LA VALETTE DU VAR  
Adresse postale : SPIP du Var  
770, Avenue de l'Université – CS 20562F  
83041 TOULON CEDEX 9  
Représenté par Monsieur Philippe JUILLAN, Directeur fonctionnel,

Ci-après désigné « **le SPIP** »

Vu la circulaire du 19 mai 2011 relative au travail d'intérêt général ;

Vu le décret No 2021-1743 du 22 décembre 2021 relatif aux procédures d'habilitation des structures d'accueil, d'inscription et d'affectation sur les postes de travail d'intérêt général et d'exécution des mesures de travail non rémunéré.

Vu la circulaire du 24 janvier 2022 relative à la mise en œuvre des dispositions sur le travail d'intérêt général.

**Il est convenu ce qui suit,**

## **PREAMBULE :**

Par le TIG et le TNR, la société civile peut s'impliquer dans la justice pénale et la justice de proximité.

Le travail d'intérêt général est un travail effectué par une personne condamnée majeure.

Il peut être prononcé :

- pour des délits punis d'une peine d'emprisonnement à titre de peine principal, alternative à l'emprisonnement.
- pour des délits n'encourant pas une peine d'emprisonnement et pour certaines contraventions de cinquième classe, mais également lorsque cela est expressément prévu à titre de peine complémentaire.

Le TIG peut être prononcé par le Tribunal Correctionnel, le Tribunal de Police et le Tribunal pour Enfants.

La durée du TIG varie en fonction de la nature de l'infraction concernée :

- 20 à 120 heures en cas de contravention,
- 20 à 400 heures en cas de délit

Le Travail Non Rémunéré peut être prononcé en alternative aux poursuites par le Parquet de

Toulon

et pourra être effectué sur un poste TIG inscrit, son délai d'exécution doit être rapide.

La durée du TNR peut être comprise entre 20 heures et 100 heures.

**En qualité de collectivité territoriale, la Métropole Toulon Provence Méditerranée est habilitée de droit**, seule l'inscription de postes avec avis du Juge d'application des Peines et du Procureur est soumise à décision par le Directeur Fonctionnel du SPIP du VAR.

La démarche d'inscription des postes est indépendante de la présente convention. Elle est dématérialisée via la plateforme TIG360, c'est la décision d'inscription de poste qui permet l'accueil de personnes en TIG.

## **ARTICLE 1 : Objet de la convention**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, a exprimé sa volonté de s'impliquer dans un accueil des publics en difficulté d'insertion et s'engage à recevoir des personnes dans le cadre du Travail d'Intérêt Général et du Travail Non Rémunéré, sur orientation des Conseillers Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (CPIP) du SPIP du VAR.

L'accueil des personnes sera effectué dans les services de l'Antenne métropolitaine Toulon/Le Revest engagés en fonction des fiches de postes établies par le Référent Territorial du TIG du Var. Le référent territorial viendra apporter son appui technique et un accompagnement à la collectivité ainsi qu'aux responsables de service et tuteurs concernés.

## **ARTICLE 2 : le public**

Les personnes placées devront être majeures et physiquement aptes à exercer les tâches qui leur seront confiées.

Il sera par ailleurs demandé aux personnes placées sous-main de justice (PPSMJ) de

respecter la réglementation du travail et de se conformer strictement aux mesures de sécurité qu'exige le lieu d'exécution de leur peine.

Dans tous les cas, l'organisme d'accueil se réserve le droit de refuser les personnes proposées par le SPIP ou de mettre fin à un accueil. Il sera nécessaire toutefois d'en indiquer la raison au SPIP afin que des sanctions soient prises, le cas échéant.

### **ARTICLE 3 : l'inscription des postes**

L'organisme d'accueil peut proposer des postes dans plusieurs services métropolitains de l'Antenne sus visée. Les services peuvent accueillir une ou plusieurs personnes sur un même service (le nombre de place sera à définir à l'avance). La liste des postes pourra évoluer en fonction des besoins de la collectivité ou des départs de tuteurs. Chaque nouveau poste donnera lieu à une procédure d'inscription des postes définie par une fiche de poste rédigée en lien avec le Référent Territorial du TIG et validée par le DFSPiP du Var via la plateforme 360.

Toute cessation d'accueil devra aussi donner lieu à une procédure d'abandon sur ladite plateforme TIG360.

### **ARTICLE 4 : la coordination préalable à l'accueil**

L'Antenne de Toulon/Le Revest désigne un référent et élabore, en lien avec le Référent Territorial du TIG, les modalités d'accueil de la personne en TIG ou en TNR : fiche de liaison et entretien préalable notamment.

Ce référent traite les demandes de placement TIG faites par le SPIP : réception centralisée des demandes de placement, propositions aux services, prises de rendez-vous pour l'entretien d'accueil, communication des incidents\*, bilan de fin de TIG.

\*En cas d'incident, l'Antenne s'engage dans les 24 heures à avertir le SPIP en cas :

- d'absence non motivée de la personne en TIG,
- d'incident dans le déroulement du TIG,
- d'arrêt-maladie,
- d'accident du travail

A la fin du TIG, le référent de l'Antenne métropolitaine devra communiquer au SPIP un formulaire horaire (fourni par le SPIP avant le début du TIG), complété avec l'émargement de la personne condamnée ainsi qu'une évaluation de la période de TIG.

### **ARTICLE 5 : la prise en charge de la personne en TIG**

Pendant l'exécution du TIG, la personne condamnée est employée par l'Administration Pénitentiaire. A ce titre, l'Administration Pénitentiaire est responsable en cas d'accident du travail ou de dégradation.

L'organisme d'accueil aura à sa charge, si la personne condamnée n'en possède pas, la fourniture des équipements de protection. Aucune participation, ni financière ni alimentaire, ne sera prévue par l'organisme d'accueil, sauf cas d'exception annoncée avant le démarrage du TIG.

### **ARTICLE 6 : l'encadrement**

Pendant les horaires de TIG, l'encadrement de la personne condamnée est assuré par un ou plusieurs personnel(s) nommément désigné(s) au sein de l'organisme d'accueil (Antenne de Toulon/Le Revest) : le(s) tuteur(s).

#### **ARTICLE 7 : la responsabilité**

L'administration pénitentiaire répond du dommage ou de la part du dommage qui est causé à autrui par le condamné et qui résulte directement de l'application d'une décision comportant l'obligation d'accomplir un TIG.

L'organisme d'accueil reste responsable des dommages causés par son personnel ou matériel.

#### **ARTICLE 8 : Durée de la convention et modalités de fin**

Cette convention est conclue pour une durée d'un an reconductible quatre fois par tacite reconduction.

Elle pourra être dénoncée par l'une des parties sur simple lettre.

En cas de rupture de la convention, les dispositions de la présente convention s'appliqueront jusqu'à la sortie du dispositif de la dernière personne condamnée, bénéficiant de la mesure de TIG.

Toute modification apportée à la nature ou aux modalités d'intervention pourra faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : Litiges**

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige portant sur l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, toute action contentieuse doit être soumise au tribunal administratif de Toulon.

*Cette convention est rédigée en 1 exemplaire : les transmissions nécessaires aux signatures successives, ainsi que l'exemplaire signé par toutes les parties, seront effectuées par voie électronique.*

*Fait à Toulon, le*

**Monsieur Philippe JUILLAN**  
Directeur fonctionnel du  
SPIP du Var

**Monsieur Hubert FALCO**  
Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

## **SPIP VAR**

### **Demande de placement en structure d'accueil TIG ou TNR**

**Date :**

**Nom de la structure :**

**Lieu (ville) si nécessaire :**

**Nom du CPIP :**

**Tél + Mail CPIP :**

Forme juridique (TIG ou TNR) :

Nombre heures :

Délai d'exécution :

Date de fin de mesure :

#### **La personne Suivie**

Nom :

Prénom :

Date de naissance :

Nationalité :

Pièce d'identité en cours de validité :

(CNI, passeport, titre de séjour, permis de conduire)

Lieu de résidence :

Coordonnées téléphoniques :

Adresse mail :

Compétences /expériences acquises/ niveau scolaire :

Poste envisagé dans l'organisme :

Date de disponibilité pour le TIG :

Observations (situations particulières, problèmes de mobilité...) :





**Responsables de poste : 2 personnes maximum**

<b>*Nom Prénom</b>	<b>*Date et lieu de Naissance</b>	<b>Fonction</b>	<b>*N° de téléphone</b>	<b>*E-mail de connexion</b>	<b>*E-mail de contact</b>

**Tuteurs de poste : 3 personnes maximum**

<b>Nom Prénom</b>	<b>Date et lieu de Naissance</b>	<b>Fonction</b>	<b>N° de téléphone</b>	<b>E-mail de connexion</b>	<b>E-mail de contact</b>

**INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

**Public concerné :** ☐ Homme ☐ Femme ☐ Mixte

**Habilitation :** ☐ Majeur ☐ Mineur ☐ Majeur-Mineur

**Accessible aux PMRs :** ☐ Oui ☐ Non

**Transport à proximité :** ☐ Oui ☐ Non

**Restauration :**

☐ A la charge de l'organisme d'accueil

☐ A la charge du tigiste (Cantine, tisanerie...)

☐ A la charge du tigiste à l'extérieur de l'organisme d'accueil

**Equipeement spécial à la charge du tigiste (chaussures de sécurité, etc) :** ☐ Oui ☐ Non

**Si oui : description de l'équipement requis :**

**Vigilance médicale :** ☐ Oui ☐ Non

**Précisions si oui :**

**Procédure de présentation :** ☐ Envoi par mail ☐ Entretien téléphonique ☐ Entretien Physique

**Commentaire sur la procédure de présentation :**

Fiche poste Novembre 2021



### **HORAIRES :**

*Correspond à la plage horaire maximale d'accueil – chaque placement précisera les horaires d'accueil*

	<i>Matin</i>		<i>Après-midi</i>		<i>Soirée</i>	
Lundi						
Mardi						
Mercredi						
Jeudi						
Vendredi						
Samedi						
Dimanche						

**Poste ouvert pendant les congés scolaires : ☐ Oui ☐ Non**

**VOS REMARQUES :** *(ex : si la structure accueille des mineurs ou des personnes vulnérables, si vous refusez certains publics, si les horaires varient en fonction des saisons, etc)*

*Vous pouvez me renvoyer ces documents complétés à l'adresse-mail suivante : [catherine.bouteyron@justice.fr](mailto:catherine.bouteyron@justice.fr).*

*Je vous remercie pour votre investissement et reste à votre disposition.*